



ACHATS GROUPÉS À ACCES

Une commande en denrées alimentaires de près de deux millions de Fcfa livrée PP : 6-7



ÉLECTIONS LOCALES AU SÉNÉGAL

L'émergence du
leadership des
femmes
membres des
calebasses de
solidarité
P. 4

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RENCAS P. 8**

Mme Coumba Diallo rempile pour les deux prochaines années

- **JOURNÉE CULTURELLE P. 10**

ASDES étale les facettes culturelles de ses membres

- **CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE P. 5**

L'alternative de l'agroécologie



AgriBio Services



AgriBio Services



AgriBio Services

CULTURE DE L'OIGNON

4.000 HECTARES EMBLAVÉS POUR LA CONTRE-SAISON À PODOR

Podor, 21 fev (APS) – Quelques 4.000 hectares d'oignons ont été emblavés dans le département de Podor (Nord) pour la campagne de contre-saison 2021-2022, soit un accroissement de près de 1.000 ha par rapport à la précédente saison, a-t-on appris du directeur adjoint de la délégation de la Société d'aménagement des terres du Delta et de la Falémé (SAED), Moussa Wade. « Les paysans du département de Po-

podor ont emblavé 4.000 hectares sur l'ensemble des zones polarisées pour la campagne de culture d'oignon 2021-2022, soit un accroissement de près de 1.000 ha par rapport à la précédente saison », a-t-il déclaré à l'APS.

M. Wade a toutefois prévenu que ces rendements « risquent de baisser fortement cette année ». « De 30 tonnes à l'hectare, ils pourraient certainement chuter jusqu'à atteindre 20 voire 15

tonnes. Le manque d'engrais va inéluctablement impacter négativement la production cette fois-ci », a-t-il dit.

Mamoudou Sall du Mouvement pour la défense des intérêts des producteurs de Podor pense à un tel scénario. Selon lui, « trouver un sac d'engrais était extrêmement pénible, tellement le produit avait manqué et son prix avait atteint des montants inexplicables ». « Le sac a couté même 33.000 francs CFA », a-t-il

ajouté.

Aliou Racine Kane, président du centre de groupage de l'oignon, situé à Boubé dans la commune de Ndiayène-Pendao, a lui aussi indiqué que « sur l'ensemble du département, 75 tonnes d'engrais (urée) subventionnés ont été réceptionnées ». M. Kane, par ailleurs chargé de commercialisation à l'APOV (association des producteurs d'oignon de la Vallée), a cependant assuré que « malgré toutes ces contraintes, depuis le 15 février les producteurs ont commencé à déterrer l'oignon dans plusieurs zones du département de Podor ». « A Boubé, qui abrite le plus grand centre de groupage de l'oignon, des piles de sacs attendent acheteurs », a dit Kane qui constate que la commercialisation a démarré « timidement ». Il a rappelé que l'année dernière à pareille époque, le sac de 40 kilogrammes coûtait entre 12.000 et 13.000 francs CFA. « Aujourd'hui il se vend entre 7.500 et 8.000 Francs CFA », a-t-il souligné. Selon ces deux responsables d'organisations paysannes, « une importante quantité d'oignon importé inonde le marché national alors que le gel des importations est en vigueur dans le pays depuis le 15 janvier 2022 ». Ils sollicitent du gouvernement, le respect de cette mesure pour sauver la campagne maraichère.

Naturelle et biologique

**Magazine bimestriel d'informations
Agroécologiques et biologiques
FÉVRIER 2022**

Rédacteur en chef
Ababacar GUEYE
Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Papa Demba NDIAYE, Abdou THIAM, Oumy NDIAYE, Sidy DIENG, Fatou DIOP, Matar SARR, Abdoulaye WATTARA, Ndiaga SALL (ASDES), Abou LY (ADK), Aboubakry SALL

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier Parcelles Assainies

Unité 4, Thiès Sénégal

Tél : 33 929 26 07

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

www.https: calebasses-de-solidarite.sn

www: https: crabes.org

*Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
(Centre de Ressources en Agriculture Biologique
et Economie Sociale et Solidaire)*

www.crabes.org

Visitez nos sites web

<https://calebasses-de-solidarite.sn>

<https://crabes.org>

<https://agribioservices.org>

Votre chaine youtube

AgriBio Services TV

ÉDITORIAL

ENTRE NOUS..

L'un des plus grands défis de l'humanité au 21^{ème} siècle sur lequel tous les acteurs s'accordent est l'élimination de la faim dans le monde. Mais là où les divergences existent et persistent c'est la manière par laquelle nous devons y aboutir. Deux grandes visions s'affrontent. La première est celle qui soutient qu'il faut juste produire plus de nourriture soit à travers la biotechnologie ou les intrants chimiques de synthèse pour fournir plus d'aliments à une population en forte croissance. Malheureusement cette vision a montré ses limites car elle a exacerbé les conditions de la faim (pauvreté, manque de démocratie, accès inégal aux facteurs de production en particulier la terre et l'eau). Toutes limites qui compromettent la capacité de l'humanité à nourrir les générations futures du fait de la dégradation soutenue des ressources naturelles. Selon l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), cette vision de l'agriculture et son modèle de production plus connus sous le nom d'« agriculture conventionnelle » causent, chaque année, des dommages environnementaux colossaux qui s'élèvent à 3'000 milliards de dollars.

Une seconde vision, par contre, croit dur comme fer que pour nourrir l'humanité, il faut nécessairement passer par une protection des ressources écologiques essentielles comme la terre, la biodiversité et l'eau. Des ressources à partir desquelles nous pourrions produire

continuellement de la nourriture. En conséquence, pour les porteurs de cette seconde vision, l'agroécologie s'avère comme étant l'une des voies les mieux adaptées pour arriver à éradiquer de façon durable la faim sur l'espace planétaire. Cette dernière est une approche systémique de l'agriculture et de l'alimentation qui s'attaquent aux facteurs sociaux, environnementaux et économiques de la faim. L'agroécologie, à travers ses pratiques agricoles, améliore la qualité du sol, perturbe le cycle de vie des mauvaises herbes, des insectes et des maladies, séquestre le carbone et l'azote tout en favorisant la diversification de la production. Cependant, l'une des critiques portées sur cette forme de conception de l'agriculture et de l'alimentation par certains détracteurs est son incapacité à produire suffisamment pour nourrir le monde. Ont-ils raison ou non ? Mais cette excellente interrogation en appelle une autre puisqu'il est aussi à se poser la question de savoir si cette forme d'agriculture reçoit autant de soutien de la part des pouvoirs publics et des bailleurs de fonds que l'agriculture industrielle. A ce titre, une étude réalisée en 2020 par IPES-FOOD paraît assez édifiante comme réponse. Selon elle, la fondation Bill et Melinda Gates (BMGF), le plus grand investisseur à vocation philanthropique dans le développement agricole révèle que 85 % de ses projets se cantonnait à soutenir l'agriculture industrielle et/ou accroître son efficacité au moyen

d'approches ciblées telles que l'amélioration de l'usage des pesticides, de vaccins pour le bétail ou de réductions des pertes-récoltes. Ce qui veut dire que seuls 15% de ses financements vont vers des approches de production non industrielles.

Par contre, poursuit cette même étude, 51 % des projets d'ARD (Recherche Agricole pour le Développement) financés par la Suisse englobent des composantes agroécologiques. Mais aussi que la majorité de ces projets (41 % de tous les projets) comportaient également des éléments de changement socio-économique et politique tels que des conditions de travail décentes et d'égalité des sexes. Donc avant de demander à l'agroécologie d'être aussi productive que l'agriculture industrielle, il faudrait d'abord lui accorder des financements conséquents. C'est pourquoi il serait important que la Suisse sensibilise davantage ses homologues de l'Union européenne (Ue) et des pays africains à suivre sa voie en matière de financements dans le secteur de l'agroécologie.

Par rapport à la productivité de l'agroécologie, une méta-analyse relevant de 40 ans d'études sur 55 cultures pra-

PAR DJIBRIL THIAM

Coordonnateur national d'Action de carême Suisse au Sénégal



tiquées dans cinq continents a montré que l'agroécologie augmentait sa production agricole de 22 à 35% par rapport au taux de productivité réalisé par l'agriculture conventionnelle/industrielle. Une autre méta-analyse réalisée par Mendoza en 2004 a aussi révélé que les pratiques agricoles diversifiées peuvent améliorer les rendements agricoles de 174% dans les pays en développement comme le Sénégal par rapport aux stratégies conventionnelles de subsistance. Dès lors, il devient évident que la réponse à la question posée ne peut être que affirmative. Oui l'agroécologie peut nourrir le monde mais à trois principales conditions : (i) plus de soutien public en termes de financement, (ii) un arrêt de l'accaparement des terres par les grandes entreprises de l'agro-business avec la complicité de certains Etats, et enfin (iii) une réduction sensible des milliards de tonnes de nourriture gaspillés chaque année dans le monde.

ÉLECTIONS LOCALES AU SÉNÉGAL

L'émergence du leadership des femmes membres des calebasses de Solidarité

Les résultats des élections locales sont tombés. Des résultats qui ont été pour témoigner de l'émergence avérée d'un leadership féminin au niveau de l'ensemble des communes et des villes du Sénégal. Aussi, il ne fait aujourd'hui l'ombre d'aucun doute qu'au-delà du principe de la parité qui a sous-tendu la confection des listes des différents partis et coalitions engagés dans ces dites locales, le choix des inscrits a été loin de relever du simplement fortuit. Les formations politiques du pouvoir comme de l'opposition ont en effet mûrement réfléchi avant de porter leur choix sur qui sera le mieux à même de défendre leurs couleurs. Pour dire des candidats qui jouissent de l'écoute, de l'estime mais aussi et surtout de la confiance de leurs compatriotes pour conduire pendant cinq années les destinées de leur localité respective.

Des leaders avérés au vrai sens du terme. A ce titre, le seul fait que des femmes membres des calebasses de solidarité (CDS) figurent en bonne place sur les différentes listes en compétition était déjà assez suffisant pour témoigner du pas de géant franchi par ces braves dames. Quid alors de leur élection au poste de conseillères municipales ?

A tout considérer, il y a lieu de se frotter les mains et de saluer une telle performance puisque dans l'ensemble de leurs zones d'intervention, les membres des calebasses totalisent aujourd'hui au moins plus d'une cinquantaine de conseillères municipales issues de sept organisations partenaires d'Action de Carême Sénégal (AdC). Une percée remarquable si on sait que les organisations partenaires couvrent 99 communes sur les 557 que comptent le Sénégal.

En attendant les données émanant des autres collectivités de la zone de couverture, on peut déjà noter trois (03) conseillères pour l'organisation partenaire ACCES, six (06) pour ALSE, deux (02) pour ADK, 26 pour BAMTAARE, deux pour ASDES et un (01) pour UGPM. Mieux certaines d'entre elles sont élues à des postes au niveau leur bureau communal. C'est le cas de la FENAGIE/PECHE dont une des membres occupe le poste 3^{ème} adjointe au maire de Toubacouta.

Mais au-delà de l'affirmation du leadership des femmes membres des calebasses de solidarité, c'est, sans doute, le réseau national des calebasses de solidarité, Rencas, qui doit se frotter les mains. L'accès de ses membres aux instances locales de décision est d'autant salutaire, qu'il permet au réseau de



Mme Yandé Ndao, 3^{ème} adjointe au maire de Toubacouta installée

mener à bien son programme de plaidoyer et de mobilisation sociale. Lequel programme est l'une des activités phares que le Rencas compte dérouler pour cette année 2022. En effet, ces femmes conseillères municipales vont représenter, de toute évidence, les relais les mieux indiqués pour porter le plaidoyer au niveau des instances municipales mais aussi la porte d'entrée, pour les responsables du Rencas, aux dites instances locales mais aussi administratives de leur collectivité respective.

Pour dire l'apport combien salutaire des calebasses de solidarité qui, au-delà l'assistance, de l'entraide et de la solidarité, ont réussi à travers la formation et l'encadrement de leurs membres, à forger des citoyennes modèles et assez représenta-

tives pour attirer l'attention des politiques mais aussi bénéficier de la confiance de leurs concitoyens. Grâce cet apport, elles sont devenues des leaders incontestés. L'appui et l'assistance de la coordination nationale assurée par l'Ong AgriBio Services sont bien passés par là. En atteste le nombre important de rencontre des partenaires et de formations que ladite Ong organise annuellement pour le renforcement des capacités des responsables et membres des calebasses de solidarité. Vivement que cette émergence du leadership des femmes membres des calebasses de solidarité prospère afin qu'aux prochaines joutes législatives prévues au mois de juillet 2022, les calebasses franchissent les portes du parlement.

Par Sidy Dieng

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'alternative de l'agroécologie

L'Etat dégage une enveloppe de 60 milliards de francs Cfa pour subventionner seulement l'agriculture conventionnelle, se désole le coordonnateur de la Fenab. Ibrahima Seck soutient que si l'Etat allouait au secteur l'agriculture écologique-biologique seulement 30% de ce budget, ce secteur va se développer au point de ne plus avoir besoin d'être appuyés.

Par Sidy DIENG

Les impacts de la pandémie Covid-19 ajoutés à ceux liés aux changements climatiques ne seront certes pas sans conséquence sur le développement économique des pays ouest africains comme le Sénégal. Surtout quand on sait que dans ce dit pays, la politique étatique de développement repose en grande partie sur le Plan Sénégal. Lequel plan mise sur l'agriculture pour asseoir, de façon durable, une sécurité alimentaire.

Une agriculture fortement éprouvée par non seulement les aléas climatiques, mais aussi et surtout par une détérioration assez sérieuse de ses écosystèmes, l'appauvrissent et l'accapement de ses terres arables sans compter l'utilisation exponentielle des intrants chimiques de synthèse qui ont fini de reléguer au second plan toutes les techniques traditionnelles et pratiques paysannes de jachère et d'épandage de fumures organiques entre autres.

Sans compter la culture à grande échelle de l'arachide qui rend les sols particulièrement vulnérables après la récolte, les laissant à découvert et sans dévolution de matière organique comme les racines et autres restes de culture.

La conséquence en étant une modification du paysage qui

devient plus ouvert pour faciliter l'action de l'érosion éolienne très active sur les sols sablonneux. Plus exposés aux rayonnements solaires et aux fortes températures, ces sols subissent une minéralisation accrue de leurs matières organiques avec à la clé une diminution progressive de leur taux d'humus. Ce qui se traduit par une moindre capacité de rétention de l'eau. Aussi au regard des difficultés sans cesse croissant en termes de production et leurs corollaires de rareté ressources alimentaires face à une démographie galopante, la recherche d'alternatives viables et durables s'impose.

A ce titre, force est de reconnaître qu'un retour aux pratiques culturelles traditionnelles paraît l'alternative qui répond la mieux en zone sahélienne. Mais faudrait alors que de nouvelles orientations dans les politiques agricoles soient définies. Des orientations qui, de l'avis du coordonnateur de la Fenab (Fédération Nationale pour l'Agriculture Biologique), doivent mettre un accent particulier sur le dit secteur agroécologique. « *Nous sommes d'avis que si l'Etat allouait au secteur l'agriculture écologique-biologique seulement 30% des 60 milliards de francs Cfa des subventions destinées à l'agriculture*

conventionnelle, nous pourrions développer ce secteur au point de ne plus avoir besoin d'être appuyés. Nous pensons que c'est une aberration que de décaler une enveloppe de 60 milliards de francs Cfa pour subventionner seulement l'agriculture conventionnelle. Cette forme d'agriculture qui, avec l'utilisation abusive d'engrais chimiques de synthèse et pesticides a fini de dégrader les écosystèmes et l'environnement mais aussi de polluer la nappe phréatique. Sans compter qu'elle participe à hauteur de 12 à 30% des émissions de gaz à effet de serre dans un contexte de réchauffement climatique », fait-il savoir.

Fédérer le secteur pour une dynamique de souveraineté et de sécurité alimentaire

Et le coordonnateur de la Fenab, Ibrahima Seck, de poursuivre pour indiquer qu'il suffit, pour renverser la tendance, de fédérer toutes les forces qui s'activent autour de l'agriculture biologique et écologique pour engager ensemble, dans un proche avenir, une dynamique soutenue de souveraineté et de sécurité alimentaire au Sénégal. Une dynamique qui s'impose plus que jamais quand on sait, selon lui, qu'au sortir de ce contexte de pandémie de Covid-19 beaucoup de pays vont devoir se recroquevil-

ler sur eux-mêmes pour la reconstitution de leur économie.

Pour simplement dire la pertinence qu'il y a aujourd'hui de travailler à un changement de paradigme et de stratégies qui devraient permettre au Sénégal de pouvoir compter sur lui-même pour assurer sa souveraineté alimentaire. Et à ce titre, la meilleure des stratégies serait de travailler à l'amélioration des systèmes traditionnels pour les rendre plus performants. Ce qui devrait passer par une revalorisation du savoir mais aussi des traditions paysannes. Toutes connaissances et pratiques traditionnelles qui renvoient à l'agro-écologie puisque basées sur une compréhension des lois qui déterminent le fonctionnement de la nature. Et au-delà du fait établi que cette forme d'agriculture non conventionnelle participe à l'équilibre des écosystèmes, la protection de l'environnement et séquestration du carbone, elle présente aussi un avantage certain pour un pays comme le Sénégal. Elle est en effet porteuse d'un emploi intensif de main d'œuvre et donc apte à régler l'épineuse question du chômage endémique des jeunes et par voie de conséquence le problème de l'émigration.

OPÉRATION D'ACHATS GROUPÉS DU RÉSEAU DES CALEBASSES DE BOUKHOU

Une commande en denrées alimentaires de près de deux millions de F CFA livrée

A Boukhou, une des zones d'intervention d'ACCES (Actions Concertées pour l'Entraide et la Solidarité), établie à Sindia dans la commune de Diass, le réseau des calebasses de la localité pour procéder aux opérations dites d'achats groupés, cette mi-janvier. Un monticule de produits alimentaires, sacs de riz, bidons d'huile, sacs d'oignons, de farine, de mil, de maïs entre autres détergents et savons, d'une valeur de près de deux millions de F CFA, va être distribué aux membres des réseaux qui avaient exprimés leurs besoins la veille.

Par Sidy DIENG



Un monticule de denrées alimentaires prêt à être distribué aux bénéficiaires

Il est presque 17 heures passées de quelques minutes au village de Boukhou, une petite bourgade de la commune de Diass dans la région de Thiès. Le Soleil déclinait à l'horizon comme pour accompagner le muezzin qui appelait les fidèles à la prière. Dans une maison jouxtant la mosquée, un groupe de femmes assises sur des chaises en plastiques formait un cercle au milieu duquel se trouvait un monticule de produits alimentaires, sacs de riz, bidons d'huile, sacs d'oignons, de farine, de mil, de maïs entre autres détergents et savons. Un peu plus loin, au

coin d'un mur se trouvait des sacs de ciment. Accompagnés de la chargée de projet à Acces (Actions concertées pour l'entraide et la solidarité), appui à la réduction de la pauvreté et promotion du développement durable, Mme Seck, Fatou Gueye, l'équipe de reporters que nous constituons prend place après les salamalecs d'usage. On était le 14 du mois de janvier, date retenue par le réseau des calebasses de la localité pour procéder aux opérations dites d'achats groupés. Aussi la chargée de projet de se faire le devoir d'expliquer. « Nous avons ici un réseau de

calebasses qui se réunit le 13 du second mois de chaque bimestre pour non seulement faire des AVA et faire du bouillon local mais aussi organiser des activités d'achats groupés. Pour ces activités d'achats groupés, chaque calebasse fait le recensement des besoins exprimés par ses membres qu'elle dépose au niveau du réseau. C'est après dépôt que le réseau se réunit pour faire le récapitulatif des besoins exprimés avant de faire la commande auprès de son commerçant fournisseur, des quincailleries et des marchés locaux selon les produits demandés par les bénéficiaires. La deuxième

rencontre c'est le jour du partage où chaque calebasse vient récupérer sa commande. Nous sommes en partenariat avec un commerçant qui se charge de la livraison des commandes au lieu de la rencontre. Nous ne payons pas de frais de transport compte tenu de la quantité importante de produits que nous lui commandons ».

Toujours dans ses explications, elle fait savoir que, pour cette présente séance, le réseau a commandé de la marchandise, auprès de ce dit commerçant, pour une valeur d'un million six cent cinquante mille francs, 1.650.000 francs Cfa.

ACTUALITÉ

Sans compter le ciment acquis auprès d'une quincaillerie de la place pour une quantité de deux tonnes et huit sacs pour les membres qui sont en train de construire des toilettes, des cuisines ou qui entreprennent des travaux de réparation au niveau de leur domicile. Il y a aussi des équipements de maison comme des chaises, des rideaux, des draps de lit entre autres besoins exprimés par les femmes pour améliorer leur confort et leur mode de vie. A ce titre les témoignages de certains membres sont des plus qu'éloquents. De ces membres, la dame, Coumba Diouf. « Nous remercions le Bon Dieu de la mise en place de notre calebasse et moi la première. J'ai toujours rêvé d'une cuisine moderne et grâce à la calebasse, ce rêve est aujourd'hui devenu une réalité. Je préparais les repas dans une cuisine en paille avec tous les risques que cela peut entraîner. L'odeur de la fumée me collait sur la peau

même après avoir pris le bain et même mètre aspergée de parfum. Mieux nous ne perdons plus notre temps à l'ombre des arbres où nous avons l'habitude de nous rassembler tous les après-midi pour boire du thé et deviser de choses et d'autres. Aujourd'hui, grâce aux prêts que nous accorde la calebasse de solidarité, nous développons des activités génératrices de revenus pour améliorer notre quotidien et mieux entretenir nos enfants», dit-elle. Aïssatou Thiaw, une autre femme membre de la calebasse, abonde dans le même sens. Pour elle, la calebasse est un excellent outil d'appui aux ménages. « En dehors des achats des groupés, elle facilite, par le truchement des prêts qu'elle accorde à ses membres, aux familles, la prise en charge sanitaire, la scolarité et les besoins liés au suivi et à l'éducation des enfants. Tout comme elle développe en nous le sens de l'entraide et de la solidarité.

Grâce à la calebasse, je suis parvenue à construire en dur une chambre et une cuisine bien équipées».

Aussi, à la question de savoir ce qui pourrait expliquer la présence d'une équipe d'Acces à cette rencontre, Mme Seck, chargée de projet, rétorque que c'est simplement par devoir d'accompagnement. «Nous, ce que nous faisons c'est un peu les accompagner parce que c'est un travail très important qu'on ne doit pas négliger puisqu'il s'agit de montants d'argent assez importants qui nécessitent un accompagnement en termes de récapitulatif des commandes. Au moment du remboursement nous venons aussi pour faire la situation et assurer le suivi qui s'impose en la circonstance. Car au moment du remboursement, si nous nous trouvons devant une calebasse qui éprouve des difficultés à payer, nous serons dans l'obligation de repousser l'échéance de deux mois. C'est-

à-dire jusqu'à la prochaine rencontre et sans contrainte aucune. Etant entendu que ladite calebasse en difficulté ne pourra faire d'autres commandes que quand elle aura remboursé sa dette. Nous sommes toujours dans l'élan de solidarité. En conséquence aucune pression ne sera exercée sur les membres ». Et de poursuivre pour préciser qu'il s'agit, ici à Boukhou, d'un réseau parmi les 19 autres encadrés par Acces. Raison pour laquelle, nous pensons de plus en plus à la mise en place d'une coopérative d'achat. Ce d'autant qu'actuellement l'ensemble des réseaux totalise une épargne d'un peu plus de 10 millions de francs Cfa. Aussi nous pensons qu'avec cette épargne nous pourrions faire nos commandes directement au niveau des usines et des grandes entreprises pour avoir plus de bénéfices avec des prix beaucoup plus abordables.



Les bénéficiaires reçoivent leurs produits alimentaires

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RENCAS (RÉSEAU NATIONAL DES CALEBASSES DE SOLIDARITÉ)

Mme Coumba Diallo rempile pour les deux prochaines années

Les 14 réseaux fédéraux du RENCAS (Réseau national des calebasses de Solidarité) qui composent le Conseil d'Administration ont opté pour une continuité en portant Mme Coumba Diallo à la tête dudit réseau pour un second mandat de deux ans. C'était à l'occasion de l'assemblée générale de renouvellement des instances tenue le 12 janvier dernier à Thiès.

Par Ababacar GUEYE



De gauche à droite : Mr Djibril Thiam coordonnateur national AdC, Mme Coumba Diallo, présidente RENCAS, Mme Mouslimatou SENE, Trésorière et Mme Yaye Coumba Seck, secrétaire générale du RENCAS

Pour une bonne marche d'une organisation, le respect des statuts et règlement intérieur s'imposent. C'est le cas du RENCAS (Réseau National des Calebasses de Solidarité) qui a tenu son Assemblée Générale de renouvellement des instances, mais également de bilan pour l'équipe sortante. Près d'une centaine de personnes composée des membres des réseaux fédéraux, de quelques membres de l'équipe technique y ont pris part.

Reconduite à la tête du RENCAS, Mme Coumba Diallo

soutient que "les femmes n'ont plus besoin de courir derrière les institutions de microfinance pour l'acquisition de prêts avec un taux d'intérêt inacceptable. Le RENCAS œuvre pour une autonomisation des femmes, mais également des familles. Aujourd'hui le combat du Réseau est de se positionner au plan national afin que les autorités comprennent la démarche calebasse et l'adoptent dans leur politique de développement. C'est le Sacerdoce du RENCAS", souligne Mme la présidente lors de sa réélection à la tête

du RENCAS.

Auparavant, la présidente sortante est largement revenue sur les réalisations du RENCAS. Mme Coumba Diallo a d'abord remercié son équipe qui l'a accompagnée sans faille au cours de son magistère. Lequel magistère a été riche en activités. Parmi celles-ci, note-t-elle, le renforcement des capacités des membres pour une meilleure compréhension des rôles et responsabilités qui les incombent dans l'exercice de leur tâche. "Cette approche a été très appréciée dans la mesure où, elle a permis aux

membres du bureau d'exercer pleinement leurs missions", se réjouit-elle. Entre autres activités et réalisations, la présidente du RENCAS a évoqué les sessions de formation organisées dans les zones agroécologiques pour permettre aux membres des réseaux fédéraux de la base de pouvoir exercer leurs missions. Des formations sur la gestion administrative et financière ont été également organisées à l'endroit des membres du Conseil d'Administration et du Comité Exécutif.

Soucieux de jouer pleine-

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

ment le rôle de vulgarisateur du réseau à travers le Sénégal, le CA et les réseaux fédéraux ont besoin d'outils et de stratégies pour porter leur voix au niveau des instances autorisées. "Des formations ont été organisées au profit du CA du RENCAS et des Réseaux fédéraux sur le plaidoyer et la mobilisation sociale. Ces dites formations ont été tenues également dans les quatre réseaux fédéraux zonaux. A l'issue de chaque formation, un plan d'actions a été élaboré ainsi que le budget qui l'accompagne", a fait savoir Mme la présidente. Dans le même sillage, elle a informé l'assem-

blée que le RENCAS compte s'ouvrir cette année à deux régions à savoir les régions de Tambacounda et de Kolda. En fin, la présidente a informé le public sur fait que le RENCAS vient d'acquérir un siège à Thiès pour un montant de plus de 50 millions de F cfa, grâce à l'accompagnement sans faille d'Action de Carême Suisse "Nous tenons à remercier notre partenaire Action de Carême Suisse mais également la coordination nationale qui ne cessent de nous appuyer. Son appui a permis aujourd'hui au RENCAS d'être sur de bons rails et d'être optimiste pour réussir nos activités inscrites

dans notre plan d'actions". De son côté, la trésorière, Mme Mouslimatou SENE, a elle aussi fait le bilan. Selon elle, le réseau a pu, avec les cotisations des réseaux fédéraux et des AVA (Apport Volontaire Anonyme) tirés des rencontres, mobiliser près de 400 000 F Cfa. Toutefois, signale-t-elle, des activités sont prévues pour renflouer davantage sa caisse. Le directeur exécutif de l'On-AgriBio Services, partenaire du RENCAS, a pour sa part plaidé pour la consolidation des acquis. Selon Mr Djibril Thiam, l'ONG Action de Carême Suisse dont il assure la coordination nationale va

continuer d'accompagner le RENCAS qui œuvre pour l'autonomisation des familles à travers sa stratégie phare qui est la calebasse de Solidarité. Également, il a encouragé ces femmes du RENCAS à accompagner le nouveau bureau dans ses nouvelles missions. Car, estime-t-il, le RENCAS est une alternative devant permettre aux femmes de mieux tirer profit de ce réseau. En fin, il a salué la régularité de la tenue de l'assemblée générale mais également de la transparence du vote qui s'est déroulé dans une bonne ambiance. Cela prouve que le RENCAS est une famille.

ACCÈS AUX CRÉDITS ET AUTONOMISATION DES FEMMES

L'ALTERNATIVE DE LA CALEBASSE DE SOLIDARITÉ

La calebasse de solidarité représente-t-elle aujourd'hui une alternative pour les femmes d'accéder aux crédits qui leur permettraient de mieux tirer profit de leurs activités ? Coumba Diallo Sall, présidente du Réseau national des Calebasses de Solidarité (RENCAS) répond par l'affirmative. En marge d'une Assemblée générale ordinaire de renouvellement des instances dudit réseau, Mme Coumba Diallo a déclaré qu'il "y a beaucoup de calebasses qui gèrent actuellement des millions de F CFA mais dans les caisses on ne peut même pas trouver 200 000 F cfa, parce que l'argent tourne entre les mains des femmes. Elles bénéficient des financements pour dérouler leurs activités génératrices de revenus". Pour simplement dire

qu'une telle initiative locale et très originale peut permettre aux micro entrepreneurs d'accéder aux fonds nécessaires, pour financer leurs activités économiques et ainsi le problème d'accès aux crédits. Surtout que "les femmes n'auront plus à courir derrière les micro-crédits pour demander des prêts qu'elles remboursent avec un taux d'intérêt vraiment inacceptable". Elle a par ailleurs salué l'impact des calebasses de solidarité, qui ont permis à ses bénéficiaires d'être "indépendantes financièrement". Coumba Diallo informe : "Actuellement elles s'auto-financent entre elles". En effet, à travers un fond rotatif destiné à accroître le capital de chacune des membres du groupements, à tour de rôle, reçoit une somme relativement importante

pour accroître ses activités économiques. Après deux, voire trois mois, la somme est remboursée et prêtée à une autre membre. Entre le montant du prêt et celui remboursement, la somme a permis de réaliser des bénéfices suffisants pour rembourser le prêt et dégager un revenu substantiel, qui servira à accroître leur fonds de roulement. Au terme du processus, la micro-entrepreneuse a désormais la possibilité d'acheter davantage de produits à transformer ou à revendre. "Elles ont des boutiques où elles font des achats groupés. Et aujourd'hui aucune femme qui participe à une calebasse de solidarité, ne reste une journée sans préparer à sa famille à manger, ni à payer la scolarité de ses enfants. Également pour la prise en charge sanitaire,

c'est la calebasse qui prend en charge l'ordonnance de ses membres", explique Mme Sall. Ainsi le RENCAS dont la coordination est assurée par AgriBio Services et qui compte près de 3000 membres dans 11 régions du Sénégal, veut devenir une coopérative pour davantage organiser la calebasse de solidarité. Également le réseau compte s'ouvrir pour toucher les autres régions. Parce qu'aux yeux de la patronne du RENCAS, "si on arrive à regrouper l'ensemble des calebasses qui respectent la charte, et qui se trouvent au niveau du Sénégal, ça sera un atout pour le réseau".

Ndèye Fatou NIANG
Le Quotidien N°5668 du
Samedi 15 et dimanche 16
janvier 2022
Page 5

ECHOS DES PARTENAIRES

JOURNÉE CULTURELLE

ASDES étale les facettes culturelles de ses membres

Dans leur plan d'actions ou d'activités, les organisations partenaires tiennent à cœur leur journée culturelle. Pour ce début d'année, l'ASDES (Association Sénégalaise pour un Développement Equitable et Solidaire) a ouvert le bal en organisant sa journée culturelle ce 08 janvier 2022 à Kaolack.

Par Ababacar GUEYE



Forte mobilisation des membres des Calebasses de Solidarité

La journée culturelle est une approche très importante pour les organisations partenaires. Elle constitue une occasion pour le partenaire d'étaler les différentes facettes de la culture de sa zone d'intervention.

ASDES n'a pas dérogé à la règle. Elle a convié les autres partenaires d'action de Carême à participer à cette journée. Journée qui a été honorée par la présence des autorités locales et administratives. A cette circonstance, le chargé de programme est revenu largement sur cette journée culturelle qui constitue un événement fort pour ASDES. En effet, elle consti-

tue une occasion pour les membres des calebasses de solidarité de toute obédience de montrer sa culture. *"La culture détermine l'origine de la personne mais surtout la préservation du leg des parents. A cet effet, cette journée constitue pour nous un moment fort de communion, d'échanges et de fraternité entre les différentes ethnies qui composent les composent l'ASDES. On retrouve le commun vouloir vivre ensemble"*, a salué le chargé de programme Ndiaga Sall.

Par ailleurs, le chargé de programme a informé le public de la tenue de leur assemblée générale de renouvellement des instances

organisé la veille. Mr Sall a salué le travail colossal que le président de l'ASDES, Mr Mamadou Ly, a abattu pour mettre sur orbite l'ONG. Laquelle organisation qui est passée du niveau quartier jusqu'à devenir aujourd'hui une structure de référence dans la région de Kaolack. Il a rassuré le président que la relève est assurée parce que Mr Ly a remis le témoin à un homme de sérail, un des membres fondateurs de l'organisation en la personne de Mr Assane Faye. *"Après 30 ans à la tête de l'organisation, Mr Mamadou Ly a passé aujourd'hui le témoin à une nouvelle équipe pour diriger les destinées de l'Association"*, a confié Mr Sall

qui informe au public de l'assemblée générale de renouvellement des instances organisées la veille.

Prenant la parole, le nouveau président a salué le Conseil d'Administration d'ASDES qui *"a confiance en ma modeste personne jusqu'à me confier les destinées de l'ONG. La tâche est difficile parce que remplacer un baobab comme Mr Mamadou Ly qui est passé 30 ans à la tête de l'organisation, est un immense défi"*, a confié Mr Faye avant de recommander de prier un repos mérité du président Mamadou Ly avant de solliciter ses prières. A l'endroit de l'équipe, le président soutient tendre la

ECHOS DES PARTENAIRES

main à tout l'organisation pour réussir sa mission. Plusieurs facettes culturelles ont été présentées aux publics venus nombreux pour la circonstance. Cette journée a également été une occasion pour l'ASDES de présenter aux publics son exposition d'art culinaire à base de produits locaux. Une dégustation conduite les animatrices qui ont montré au visiteurs les différentes recettes appréciées

par le public. "Ces initiatives sont à saluer. Elles permettent au public en plus de déguster de savoir que les recettes sont nutritives et riches en vitamines dont l'organisme a besoin", a confié le représentant du préfet. Et de poursuivre "la réussite d'une telle journée ne lui surprend pas dans la mesure où les pionniers ou pionnières ont montré la voie à suivre en la personne de Mme Sokhna Bineta

d'APROFES qui a toujours œuvré pour l'autonomisation des femmes.

Des chants, danses, des sketches sur la réponse qu'apporte la Calebasse de solidarité dans les familles ont en grande partie rythmé la journée.

Des bénéficiaires ont fait des témoignages sur l'efficacité de la Calebasse et son apport dans les familles, d'où son augmentation d'année en année. A

ce propos, la présidente de la FECAS se réjouit que le nombre de Calebasses augmente d'année en année parce que les membres se retrouvent dans cette stratégie. Selon la présidente de la FECAS, le réseau fédéral est aujourd'hui composé de 64 Calebasses de solidarité et présent dans six (06) communes. Le réseau a formé également huit relais pour pouvoir véhiculer la stratégie Calebasse de solidarité.

CAN 2021/ HOMMAGES AUX LIONS DE LA TÉRANGA

Vaillants Lions de la Téranga, ce sacre qui vous couronne, nous nous l'approprions et vous en remercions. Pleins d'entrain et de générosité vous avez su hisser très haut les couleurs de notre nation. Le peuple sénégalais dans son entièreté salue ce sacre tant attendu qui vous place au sommet de notre cher continent. Encore nous entendons vos rugissements en terre camerounaise. Des rugissements relayés par ceux de vos autres frères lions du pays hôte tassés sur les gradins du stade Olembé.

Les lions de la Téranga merci de nous avoir fait rêver et d'avoir traduit en réalité notre rêve. De par votre détermination et la rage de vaincre qui vous anime, vous avez su démontrer à la face du monde que l'esprit d'équipe et la solidarité agissante ne peuvent que constituer un duo gagnant. Merci encore chers Lions de la Téranga. La nation sénégalaise ne vous remerciera jamais d'avoir fait flotter ses couleurs sur le toit du continent. Votre sacre nous l'approprions chers Lions puisqu'au-delà de la joie et la liesse populaire qu'il a engendrées, il a ressuscité en nous le commun vouloir vivre en ensemble. Une volonté pour ne pas dire un état de fait qui est le socle même de la paix et de la stabilité dans notre cher pays, le Sénégal. Faites-nous chanter et rêver encore et encore pour les prochaines joutes internationales. L'ONG AgriBio services se joint au peuple sénégalais, son peuple pour vous dire merci. Merci de nous avoir permis de floquer la première étoile sur notre maillot national.

DIARAMA LES GAÏDÉS !



ANALYSE

L'Union africaine place l'année 2022 sous le signe des questions nutritionnelles

(Agence Ecofin) - L'Afrique est avec l'Asie, l'une des régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde. Cette question est une préoccupation majeure aussi bien à l'échelle des pays qu'à un niveau des instances continentales.

L'Union africaine (UA) a lancé en marge de son 35^{ème} sommet qui se tenait du 5 au 6 février dernier à Addis-Abeba en Ethiopie, l'année 2022 avec la nutrition comme priorité de son agenda politique.

Durant son allocution, Macky Sall, président en exercice de l'organisation continentale a indiqué que l'accent serait mis sur le thème : « Bâtir une résilience en matière de sécurité nutritionnelle sur le continent africain : renforcer les systèmes agroalimentaires et les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement socio-économique et du capital humain ».

Dans ce cadre, l'organisation entend déployer plusieurs interventions relatives au plaidoyer pour l'augmentation des investissements nationaux dans le domaine de la nutrition, le renforcement des capacités des institutions, la mise en place des plateformes multiacteurs pour la coordination et l'échange de bonnes pratiques entre pays et la gestion des données et des systèmes d'information nutritionnels. Plus globalement, cette thématique adoptée à l'initiative de la Côte d'Ivoire intervient à un moment où

la situation alimentaire et nutritionnelle du continent reste préoccupante. Selon le dernier rapport de la FAO, 21 % de la population soit 418 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2020.

Par ailleurs, elle sonne comme un appel à la remobilisation dans un contexte où l'Afrique n'est pas en bonne voie pour atteindre l'objectif d'élimination de la malnutrition infantile en vue de faire baisser le retard de croissance à 10 % et l'insuffisance pondérale à 5 % d'ici 2025 comme fixé dans le cadre des engagements pris en 2014 à Maputo.

D'après l'UA, le continent abritait en 2019, 58,7 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrant de retard de croissance, soit plus du tiers de l'effectif mondial et seulement 7 pays membres affichent un taux de retard de croissance infantile en dessous de 19 %.

La nécessité d'un changement de logique dans la conception des politiques alimentaires

Si par le passé, les gouvernements africains se sont cantonnés à la dimension de l'apport calorique pour faire face à la carence en micronutriments liée aux disponibilités alimentaires insuffi-

santes, la réalité est devenue beaucoup plus complexe.

A cet aspect, se sont ajoutés sur la dernière décennie, d'autres problématiques nutritionnelles majeures comme la surconsommation de graisses, de sucre et de sel qui ont conduit à une hausse de la prévalence de l'obésité, du surpoids, du diabète et des maladies cardiovasculaires.

« On observe par exemple, dans des familles, des gens qui sont obèses, mais présentent des carences en Fer ou en Vitamine A. C'est cela aussi la nouvelle complexité de l'équation. La montée de l'obésité ne s'est pas faite après la disparition des maladies de carence. On a les deux qui coexistent dans un même pays, entre milieu rural et urbain, dans une même ville, entre riches et pauvres, au sein d'une même famille entre parents et enfants [...]. On peut être en surpoids, voire obèse et être carencé en certains micronutriments. On parle même de triple fardeau, parce que dans un pays donné vous pouvez avoir des gens qui sont en insuffisance de consommation calorique, en particulier en milieu rural, des individus qui présentent des carences en micronutriments et des gens qui sont en surpoids ou en situa-

tion d'obésité », avait confié à l'Agence Ecofin, Nicolas Bricas, agroéconomiste au CIRAD et dirigeant de la Chaire Unesco Alimentations du Monde (AdM).

Un tel constat impose notamment un changement de paradigme dans l'élaboration de politiques alimentaires qui intègrent non seulement la question de la disponibilité des micronutriments, mais aussi les dimensions liées à l'accessibilité économique à une nourriture diversifiée en s'attaquant notamment à la pauvreté et au manque d'éducation ;

« Il y a une nouvelle façon d'aborder la question, par exemple, celle de la création d'environnements alimentaires, c'est-à-dire un système qui permet de suivre les stocks, notamment ce qu'il y a dans les magasins, les prix afin qu'ils soient plus favorables à la santé alors qu'aujourd'hui, ils sont relativement favorables à l'obésité. Il faut que ces questions deviennent une préoccupation majeure des politiques alimentaires et cela suppose aussi le fait de former des gens capables de faire des analyses ou de proposer des alternatives », suggère pour sa part M. Bricas.

Espoir Olodo